

Un nouvel exploitant au restaurant d'Epicentre

Glâne » A Romont, le nouveau gérant exploitera à la fois le restaurant du CO et celui du centre de loisirs.

Le restaurant Hôli Epicentre tire sa renommée. Géré depuis la fin de l'été dernier par la tenancière du restaurant Pickando MN à Lucens, l'enseignante locale du restaurant d'Epicentre a annoncé dimanche sur Facebook un passage de flambeau à partir de ce mardi.

Contactée, la tenancière Sergi Esendore évoque une décision prise d'un

«commun accord» avec l'Association du Cycle d'orientation de la Glâne (COGLA), propriétaire des murs. Ceci, alors que nous annoncions notre édition du 16 août 2024 que son mandat était censé durer jusqu'au 31 juillet 2025.

Pour sa part, le COGLA a remercié la tenancière Sergi Esendore d'avoir assuré la transition durant ces quelques mois dans un communiqué de presse diffusé lundi.

Le COGLA rappelle que c'est la défection, en juillet dernier, du reprenneur des

restaurants du CO et d'Epicentre, une dizaine de jours après sa nomination, qui avait conduit à cette solution d'urgence. Un appel d'offres avait ensuite été lancé à l'automne pour l'exploitation de ses deux restaurants.

Cette procédure a abouti à Yvan Ecofey. Cet homme de 35 ans a géré le restaurant Le Plaisance pendant huit ans à Riaz, et exploite actuellement le café Le Gaudy à Bulle.

La reprise du restaurant d'Epicentre par Yvan Ecofey se fera dès le 21 avril.

«Un service des boissons est assuré entre le 15 avril et le 20 avril. Le transfert du restaurant scolaire se fera naturellement durant les vacances d'été 2025», précise le communiqué.

Le comité du COGLA remercie par la même occasion Stéphanie et Alain Gaillard, ainsi que le personnel de leur société Le repas quotidien, qui avaient précédemment exploité le restaurant d'Epicentre (330h à la Bouche) et qui auront encore à ce jour la transition pour le restaurant scolaire. ■ **CHARLES GRANDJEAN**

VESTIBULE

4000 VISITEURS SÉDUITS

Les organisateurs de Vestibule sont satisfaits de la fréquentation du rallye d'été qui a attiré plus de 4000 visiteurs samedi. L'événement collectif d'été organisé en faveur de la Croix-Rouge Fribourgeoise a permis de recueillir plus de 1500 kg de vêtements, annoncés dans un communiqué. La 20^e édition de la manifestation se déroulera les 4 et 5 octobre 2025. ■

Né en 2015, le Centre suisse islam et société de l'université n'est aujourd'hui plus contesté. Interview

Après dix ans, le climat s'est apaisé

© DOMINIQUE MEYLAN

Alma mater » C'est en 2015 que le Centre suisse islam et société (CSIS) commence ses activités à l'Université de Fribourg. Cet institut doit contribuer au vivre-ensemble dans une société plurielle, mais le contexte est tendu. Il se heurte à l'opposition de l'UDC, qui ira jusqu'au Tribunal fédéral pour défendre son initiative demandant la fermeture du centre. Le CSIS célèbre ses dix ans lors d'une manifestation ouverte au public le 6 mai. Ses directeurs, Amir Dzirri et Hansjörg Schmid, reviennent sur son histoire.

Le CSIS a connu une naissance mouvementée. Cela a-t-il laissé des traces?

Hansjörg Schmid (H.S.): Oui, ce nous a beaucoup marqués. Dans les deux premières années, nous devions souvent répondre à des critiques, mais ça nous a aussi amenés à communiquer de manière très claire et intense. Nous avons été immédiatement en contact avec beaucoup d'acteurs politiques, de la société civile et des médias.

Au début, nous étions très prudents sur certains sujets parce qu'ils étaient source de malentendus. Par exemple, concernant les imams, on nous voyait comme une sorte d'école religieuse, ce qui n'était pourtant pas dans nos intentions. Nous avons ainsi davantage axé notre programme de formation continue sur la fonction des imams pour l'intégration ou en tant qu'interlocuteur des autorités.

Le centre est-il encore contesté aujourd'hui?

Amir Dzirri (A.D.): Non, en tout cas pas dans son essence. La plupart de nos interlocuteurs trouvent important d'avoir un centre de compétences qui facilite le débat et permet de créer une base d'expertise scientifique. H.S.: Il y a eu une deuxième phase de contestation, quand un conseiller national a lancé un postulat pour couper les subventions de la Confédération. Une évaluation a été commandée. Parue en août 2023, elle juge les critiques infondées et estime que le travail fourni par le centre est très utile pour la société.

Le rapport émet aussi des recommandations, parmi lesquelles une amélioration de la communication...



Les professeurs Amir Dzirri (à g.) et Hansjörg Schmid dirigent ensemble le Centre islam et société de l'université de Fribourg. Charly Rappo

H.S.: En 2017, nous avons mené une recherche sur les pratiques en matière de droit d'héritage chez les musulmans qui montrait un large spectre d'opinions parmi les imams de Suisse. Selon l'évaluation de la Confédération, il aurait été souhaitable que nous prenions une position plus critique. Nous pouvons vivre avec cette remarque. Mais nous restons prudents parce que notre tâche n'est pas d'indiquer la politique ou qu'elle doit faire.

A.D.: La société attend de nous une expertise. Et de l'autre côté, il y a la logique de la recherche, qui implique d'éviter les positionnements politiques ou idéologiques. C'est toujours un peu délicat.

«Notre rôle n'est pas d'être des avocats de l'islam»

Hansjörg Schmid

Quels sont les débouchés pour les étudiants en master?

A.D.: C'est très diversifié. Deux personnes travaillent pour des communautés musulmanes en tant qu'imams, d'autres continuent la voie académique, certains se dirigent vers le travail social, l'intégration ou l'administration. Actuellement, nous avons une trentaine d'étudiants, dont la moitié suit le master «Islam et société» et l'autre un doctorat. Des étudiants d'autres cursus fréquentent aussi nos cours.

Le CSIS a participé à une étude sur le racisme antisémite en Suisse. C'est un exemple de l'importance que peut avoir une étude scientifique sur le débat public?

A.D.: Un tiers des musulmans en Suisse disent avoir vécu récemment une expérience de racisme ou de discrimination, selon le Service de lutte contre le racisme de la Confédération qui a mandaté cette étude. Nous nous sommes focalisés sur les expériences, les circonstances et les contextes de ces expériences. C'est la première étude approfondie en Suisse sur ce thème. Nous avons créé une base scientifique

sur laquelle les professionnels peuvent s'appuyer. Pour que les personnes concernées puissent en parler, il est important de rendre ce phénomène visible.

H.S.: Nous avons observé un fort sous-signallement. Pourtant, ces actes ont des incidences émotionnelles très fortes et touchent différents domaines de la vie. Dans l'éducation par exemple, le fait de considérer les compétences des personnes racialisées comme inférieures peut avoir un impact sur tout leur parcours de formation.

Le centre suscitait beaucoup d'attentes à ses débuts, comme favoriser l'intégration ou lutter contre la radicalisation. Est-il possible de garder un regard critique?

A.D.: Oui, nous avons par exemple mis en place des formations sur la radicalisation ou publié une étude sur l'antisémitisme en contexte musulman. Lorsqu'une organisation, dont les dirigeants s'engagent sur les réseaux sociaux dans des discours misogynes et très exclusifs, a loué un centre de congrès à Bienne, nous nous sommes prononcés de manière très claire.

Collaborez-vous avec toutes les organisations islamiques ou y a-t-il une ligne rouge?

H.S.: Il y a clairement une ligne rouge. Par exemple, nous ne collaborons jamais avec des associations salafites ou des organisations qui présentent un modèle de société contraire aux droits humains ou incitent à la violence. Mais le centre s'est construit sur une volonté de dialogue et nous avons l'ambition de toucher un large panel. Il y a parfois des simplifications dans le débat public avec les musulmans libéraux vis-à-vis de la communauté et des conservateurs comme modèle de musulmans. Cela revient à imposer une certaine vision de l'Islam qui mène à une polarisation.

Comment le centre a-t-il été accueilli par les communautés musulmanes?

H.S.: Au début, il y avait parfois de la méfiance. Nous sommes allés à la rencontre des communautés pour construire et renforcer la confiance. Mais il est clair que le rôle d'une université est aussi de travailler sur de nouvelles idées et de proposer des pistes critiques. Si certains acteurs musulmans sont en désaccord, c'est le signe d'une normalisation. Notre rôle n'est pas d'être des avocats de l'Islam. ■

Le personnel du centre s'est étoffé avec les années

En 2015, le Centre suisse islam et société était une toute petite structure. Il emploie aujourd'hui quelque 13 EPT.

Le Centre suisse islam et société (CSIS) mène une activité variée mêlant recherche, enseignement interdisciplinaire, formation continue à vocation professionnelle et projets de transfert participatifs. «Le CSIS est une structure de transmission du savoir entre l'université, la société et les communautés musulmanes. Nous sommes associés pour servir la société lorsqu'il y a des demandes,

relate l'un de ses directeurs, Hansjörg Schmid.

Depuis cette année, 4,5 EPT (équivalents plein-temps) sont inscrits au budget de l'université. Auparavant, une partie était soutenue par un financement initial de la Confédération. Et 8,5 EPT sont assurés par des fonds tiers, comme le Fonds national suisse ou la Fondation Mercator.

Le CSIS a développé des compétences et des savoirs scientifiques, notamment sur l'islamisme ou la radicalisation. «Dans un projet baptisé Diversité et orientation,

nous nous interrogeons sur la manière dont les jeunes musulmans développent des ressources pour s'orienter dans une société marquée par la superdiversité», prend pour exemple le directeur du CSIS, Amir Dzirri.

«Nous avons fini cette phase de consolidation et nous devons maintenant nous focaliser sur certains axes de recherche, poursuit Amir Dzirri. Nous voulons aussi développer des méthodes de recherche participative. Nous voyons la société comme un partenaire dans la création du savoir. ■ **DM**